

RC-2012-02 Règlement d'ordre intérieur réglant les relations de la commune avec les associations locales et régionales

a. Approbation

- Approuvé le 16.05.2012 par le conseil communal
- Publié le 4 juin 2012 au raider

b. Base légale

Vu la loi communale du 13 décembre 1988:

Vu la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique, telle qu'elle a été modifiée par la suite;

Vu le règlement de police du 30 novembre 2010 sur l'utilisation et l'exploitation des places et sites publics, culturels et de loisir;

Vu le règlement de police modifié du 21 juin 2006 sur l'utilisation et l'exploitation du Centre Culturel «A Schmadds» à Berdorf;

Vu le règlement de police modifié du 9 juin 2004 sur l'utilisation et l'exploitation du centre sportif «Maartbësch» à Berdorf;

Vu le règlement taxe du 30 novembre 2010 réglant l'utilisation des infrastructures publiques de la commune de Berdorf;

c. Texte coordonné

A. Généralités

Article 1:

Le présent règlement d'ordre intérieur règle la coopération des acteurs politiques et administratifs de la commune de Berdorf avec les associations locales ou régionales.

Article 2:

Pour être reconnue comme association locale de la commune de Berdorf, celle-ci doit remplir les deux conditions suivantes:

- Un dossier avec les statuts de l'association approuvés par son assemblée générale et le relevé des membres du comité ou du conseil d'administration est à transmettre au conseil communal de la commune pour que ce dernier peut en prendre connaissance et pour être déposé aux archives de la commune
- Le siège social de l'association doit se trouver à une adresse reconnue comme telle sur le territoire de la commune de Berdorf. Pour le cas où l'association entend établir ce siège à l'adresse d'un local appartenant à la commune de Berdorf, l'association doit être en possession de l'autorisation préalable du collège des bourgmestre et échevins de la commune.

Article 3:

Pour être reconnue comme association régionale de la commune de Berdorf, elle doit agir dans l'intérêt des citoyens d'une région dont le territoire de la commune de Berdorf fait partie. Une telle association doit remplir une des deux conditions suivantes:

- Un dossier avec les statuts de l'association approuvés par son assemblée générale et le relevé des membres du comité ou du conseil d'administration est à transmettre au conseil communal de la commune pour que ce dernier peut en prendre connaissance et pour être déposé aux archives de la commune
- La commune de Berdorf entretient une relation conventionnelle avec l'association et y est représentée par un membre de son conseil communal ou bien de son personnel administratif ou technique.

Pour le cas où l'association régionale entend établir le siège social à l'adresse d'un local appartenant à la commune de Berdorf, elle doit être en possession de l'autorisation préalable du collège des bourgmestre et échevins de la commune

Article 4:

Au sens des articles suivants du présent règlement, on entend par «association(s)» les associations locales et régionales remplissant les conditions des articles 2 et 3.

B: Droits et obligations des associations et de la commune

Article 5:

Il est tenu un registre des associations au secrétariat de la commune avec les données de base fournies par celle-ci. Les nom, prénom, adresse, téléphone et adresse courriel du président et du secrétaire de l'association sont également inscrits dans ce registre. Des informations sur les associations peuvent être publiées dans la brochure d'accueil et sur le site Internet de la commune.

Les associations sont tenues de communiquer régulièrement tout changement concernant leurs coordonnées, le siège social et la composition de leur comité au secrétariat communal.

Article 6:

Dans le cadre de la réglementation sur l'utilisation des installations et bâtiments publiques, les associations jouissent d'un droit d'utilisation prioritaire de ces installations par rapport à des personnes ou sociétés privées, d'autant qu'ils communiquent les dates de leurs manifestations au moins 6 mois à l'avance à la personne responsable des réservations.

Article 7:

Dans le respect des dispositions de la réglementation communale sur l'utilisation des installations publiques appartenant à la commune, l'utilisation de ces installations par les associations pour des manifestations ouvertes au public n'est pas soumise au paiement de taxes d'utilisation.

Article 8:

La gratuité de l'utilisation des installations publiques dont jouissent les associations est soumise aux conditions suivantes:

- L'association transmet une fois par année, par préférence dans le mois suivant son assemblée générale, un rapport d'activité de l'année dernière et la composition du comité au secrétariat communal
- L'association organise au moins une fois par année une manifestation dans l'intérêt et accessible au grand public

Une dérogation à ces conditions peut être accordée par le conseil communal sur demande motivée.

Article 9:

L'utilisation des installations publiques par les associations pour des fêtes internes, organisées dans l'intérêt de tous les membres de l'association, est limitée au nombre de deux par année. Sur demande motivée de l'association, le conseil communal peut déroger à cette limite.

L'assemblée générale de l'association ou la mise à disposition des installations à une fédération nationale auprès de laquelle l'association est membre, ne sont pas considérées comme fête interne.

Pour le cas où des personnes ou entreprises privées ou des sociétés non locales demandent l'utilisation des installations par l'intermédiaire de l'association, les taxes doivent être payées. Lors de l'introduction de la demande, l'association est obligée d'indiquer précisément l'objet de la fête interne.

Tout litige rentrant dans le cadre du présent article est soumis aux délibérations du conseil communal.

C: Règles générales de subventionnement des associations

Article 10:

Sur demande de l'association, le conseil communal peut accorder des subventions annuelles ordinaires ou des subventions extraordinaires.

Article 11:

L'allocation d'une subvention est soumise aux conditions suivantes:

- L'association transmet une fois par année, par préférence dans le mois suivant son assemblée générale, un rapport d'activité de l'année dernière, un bilan récent de la situation financière et la composition du comité au secrétariat communal
- L'association organise au moins une fois par année une manifestation dans l'intérêt et accessible au grand public

Le conseil communal peut à tout moment solliciter des pièces supplémentaires pour pouvoir juger l'utilité et l'envergure de l'allocation d'un subside

Le conseil communal peut abandonner ou bien diminuer le montant de la subvention annuelle ordinaire pour le cas où la situation financière de l'association lui semble assez suffisant.

Article 12:

Le conseil communal s'engage à financer prioritairement les associations qui travaillent avec la jeunesse ou bien suivent un objectif social.

Il peut participer au financement des indemnités des chargés de cours, des éducateurs, des instructeurs et des entraîneurs engagés par les associations pour travailler dans le domaine de l'éducation des jeunes et ceci sur base de relevés établis annuellement.

Article 13:

En cas de fraude ou de tentative de fraude par des déclarations inexactes, non-conformes etc..., l'association est tenue de rembourser intégralement la subvention accordée dans un délai fixé par le collège des bourgmestre et échevins. L'association perdra en outre tout droit à un subside ultérieur pendant une période 3 ans au moins, sauf décision contraire du conseil communal.

D. Dispositions finales:

Article 14:

Les associations qui ne sont plus capables de fournir les documents nécessaires attestant leur bon fonctionnement sont rayées du registre des associations de la commune jusqu'à preuve du contraire.